



# ici

## *Londres*

PAR EYAL SIVAN

Le printemps de Paris n'a pas eu lieu. Je reviens après plusieurs mois en Israël. Le petit-fils d'immigré à la tête de la République unique et indivisible ne réussit pas à me réconcilier avec la France.

L'été, comme on le sait tous, est une saison propice aux rafles. Alors que les charters reprennent leur activité et décollent des aéroports français, je traverse le tunnel et je m'installe à Londres.

¶

Au mois de mai, la cour d'appel de Paris rend son verdict dans le procès en diffamation que j'avais intenté au « plus grand intellectuel français vivant » (dixit messieurs Sarkozy et Mégrét), le « courageux » Alain Finkielkraut (dixit monsieur Brauman). Les juges ont décidé que si les accusations d'antisémitisme proférées à mon encontre par AF sont d'une

particulière virulence et constituent une diffamation à caractère racial, je suis débouté de ma plainte, ne l'ayant déposé qu'en tant qu'être humain et non au titre de Juif<sup>1</sup>.

Autant que je comprenne la poésie française, il me semble que cette décision peut être interprétée de différentes façons.

Il est ironique de remarquer que Finkielkraut, la coqueluche des émissions de variétés, est dans une mission civilisatrice destinée à convaincre que les Juifs sont des Français, européens et blancs. Pourtant les Juifs peuvent être des orientaux. C'est même à ce titre qu'ils furent méprisés, exclus, persécutés et massacrés. Et aujourd'hui, Finkielkraut en tant que Français, Européen et Blanc a fait ce que beaucoup avaient déjà fait avant lui : insulter un Juif.

Quelques mois auparavant, la Chambre correctionnelle du Tribunal de justice de Paris a condamné Raphaël Schœmann, l'homme qui nous avait menacés de mort, moi et huit autres personnes, dans le domicile duquel on a trouvé un véritable arsenal d'armes illégales, à dix mois de prison avec sursis et l'a remis en liberté.

Au même moment, l'affaire Redecker. Ce professeur de philosophie sans véritable envergure médiatique qui a signé un article islamophobe intitulé « Face aux intimidations islamistes » publié par *Le Figaro* est l'objet de menaces de mort sur un site web et fait la une des journaux. Un rallye de soutien médiatique s'orchestre pour prendre sa défense et le mène jusqu'à sa nomination au CNRS. Au premier rang, on retrouve ceux qui sont venus témoigner en faveur d'AF, des courtisans poids lourds tels que Bernard-Henri Levy, Claude Lanzmann ou Elie Barnavi. Il y a des menaces qui valent plus que d'autres. Les victimes de ces menaces s'en sortent différemment, poste de chercheur au CNRS ou exclusion et suspicion





infamante. J'avoue ne pas avoir saisi à temps qu'il y a des guerres qu'il vaut mieux ne pas faire, et dans le cadre desquelles il est préférable d'entretenir une aimable discorde.



Les échanges entre la France et Israël sont intenses. Yemini Ben-Dror, boîte de résonance de Finkielkraut en Israël et éditorialiste de *Maa-riv*, le plus grand journal populaire israélien, publie en première page : « *De l'indépendance au suicide* », une colonne lapidaire appelant le Premier ministre Ehud Olmert à intervenir pour empêcher le Fonds de Cinéma Israélien de m'accorder la subvention qui vient de m'être attribuée pour le projet de mon prochain film. À l'occasion du soixantième anniversaire de l'État d'Israël, le Fonds de Cinéma, la Huitième chaîne israélienne et la Cinémathèque de Jérusalem avaient lancé un appel d'offres pour la réalisation d'un film à partir d'images d'archives. Le projet de mon film a remporté cet appel d'offres. Les médias se déchainent. Est-il possible qu'un fonds public israélien subventionne les travaux d'un homme à propos duquel les tribunaux français n'ont pas jugé diffamatoire de le qualifier d'« antisémite qui veut tuer et éliminer les Juifs » ? Pendant un mois, l'affaire Eyal Sivan avec son scandaleux projet de film « *Jaffa, histoire d'un label* » remplit des pages de journaux et des heures de radio et de télévision.

La bataille est perdue.



Les étudiants de la faculté de communication et médias du collège Sapir dans la ville de Sdérot, où j'enseigne, s'amusent à établir une petite statistique. Alors que les missiles Kassam pleuvent sur le nord du Néguev israélien, la presse israélienne réserve 26 articles à la souffrance des habitants du sud menacé par les kassams : dans la même période, 71 articles et sujets de médias sont consacrés à l'affaire Eyal Sivan.

Chez nous, on a le sens de la mesure et de la gravité des choses.



Les missionnaires de la civilisation occidentale ne baissent jamais les armes. Le professeur Elhanan Yakira publie « *Post-sionisme, post-holocauste, trois essais sur la négation, l'oubli et la délégitimation d'Israël* », un pamphlet académique sur le fameux antisionisme antisémite qui serait la menace absolue à l'existence de l'État d'Israël. Une consolation, dans cette période de tourmente : j'y suis cité en bonne compagnie. Selon l'auteur,

le professeur Noam Chomsky, Idit Zertal, Adi Ophir et moi-même, nous sommes – juste après le nucléaire iranien – l'arme non conventionnelle qui mettrait fin à l'aventure sioniste.



La campagne d'éradication de toutes les tentatives de re-penser l'État d'Israël comme un État de citoyens et non plus comme un État juif bat son plein. Les Services secrets israéliens font éclater à l'encontre du député arabe Azmi Bishara des accusations de soutien au terrorisme, de haute trahison et d'intelligence avec l'ennemi en temps de guerre. Bishara est poussé à l'exil.

Dans le même temps, le sinistre chef du Shin Beth (les Services de la sûreté intérieure), Monsieur Diskin déclare sous le contrôle de l'État : « *la mission du Shin Beth est de combattre toute tentative de contestation du caractère juif et démocratique de l'État d'Israël, même si ces tentatives se font par des moyens pacifiques* ».



L'ancien port de Tel-Aviv est en fête. Dans un hangar idéalement situé le long de la promenade maritime, entièrement re-conceptualisé selon les normes en vigueur de l'ultra-design, des organisations israéliennes des droits de l'Homme, ONG et autres fonctionnaires de la dénonciation de l'occupation distribuent gracieusement aux visiteurs des tasses d'expresso accompagnées de brochures dénonçant les exactions commises contre les droits de l'Homme dans les Territoires occupés. Ce happening très tendance, organisé à l'occasion du quarantième anniversaire de l'occupation des Territoires palestiniens, inclut toutes les activités habituelles de ce genre d'événement : discours, performance musicale, exhibition d'œuvres d'art et, bien évidemment, projections de films documentaires.



Je suis attablé dans l'un des nombreux restaurants branchés de Tel-Aviv, aux côtés d'une équipe de cinéma française. En visite pour tourner un clip musical au bord de la Mer Morte, l'équipe revient tout juste d'une visite à Ramallah et s'installe pour un dîner bien mérité. Les Français sont mal à l'aise, ils se tortillent, s'excusent, cherchent les mots justes. Comment exprimer leur indignation et leur révolte face aux murs, aux barbelés et aux barrages qu'ils viennent de voir ? Ils trouvent l'introduction adéquate : « *Ce n'est pas qu'on ne comprend pas, ... Évidemment c'est incomparable, ... Bien sûr, nous sommes des étrangers, ... Nous avons même beaucoup d'amis* ».



*juifs, ... Quoi qu'il en soit, avec les islamistes, on ne peut arriver à rien... Mais, quand même... Ce mur... ».*

C'est ainsi que s'exprime, difficilement, le politiquement correct français.



De l'autre côté de la table, une jeune Israélienne demande à l'assistant caméra israélien de l'équipe (par ailleurs, fils du plus célèbre « réalisateur-israélien-du-camp-de-la-paix » de France) : « *Est-ce que, nous, Israéliens, on peut aller à Ramallah ?* » « *Évidemment, assure-t-il en connaisseur, mais c'est dangereux* ». Elle poursuit, admirative : « *Tu as déjà été à Ramallah, toi ?* » « *Bien sûr, répond-il à nouveau, très souvent, dans le cadre des opérations militaires* ».



Jobtiens un poste de professeur au School of Social Science Media & Cultural Studies de l'University of East-London.

Lors de l'entretien, face à quatre professeurs du département Médias et Cinéma, je dois me prononcer vis-à-vis du boycott académique d'Israël. L'université d'East-London fait partie de ces universités anglaises qui ont initié le boycott académique. Sur le sujet, les Britanniques, anciens colonisateurs de la Palestine, paraissent bien moins complexés que les Français, anciens collaborateurs.



Muni du permis de travail dont la délivrance n'a été qu'une simple formalité administrative, je me présente au contrôle des passeports avant d'embarquer dans l'Eurostar. J'ai déjà fait plusieurs fois et sans le moindre problème l'aller-retour entre Paris et Londres. Mais, lorsque je présente fièrement mon permis de travail, je me fais arrêter par la police des frontières de sa très gracieuse Majesté. On enregistre immédiatement mes coordonnées, on prend mes empreintes digitales et on m'interdit de pénétrer dans le territoire du Royaume tant que je n'aurai pas obtenu un visa. Car, paradoxe anglais oblige, quand on a un permis de travail, il faut obtenir un visa pour pouvoir travailler sur le territoire britannique.

Le service des visas du Royaume est géré par une société privée, World Bridge, auprès de laquelle les rendez-vous préalables au dépôt de demande ne peuvent être sollicités que par Internet. Si vous avez besoin d'un renseignement complémentaire, il convient de le solliciter grâce à un règlement préalable en ligne, par carte de crédit. Après avoir payé, on peut converser avec un des agents de World Bridge qui répond avec obligeance à toutes

questions, depuis le centre d'appels) où il est employé, à Bombay.

Dans les luxueux locaux de World Bridge, situés dans le VIII<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, une fois les formulaires remplis, il faut se soumettre aux impératifs du service biométrique. L'agent qui en a la charge est une charmante jeune femme toute vêtue de noir et portant un voile musulman intégral. C'est elle qui est chargée de relever les empreintes digitales, de vérifier les photos biométriques et d'enregistrer l'iris des yeux pour les besoins de la sécurité du territoire britannique. Elle est Française, d'origine algérienne, diplômée des Langues Orientales, et, après trois années de chômage en France, elle a fini par obtenir un emploi stable dans la sécurité britannique.



À Londres, la ville la plus chère au monde, on finit par s'habituer à l'omniprésence des caméras de surveillance, qui couvrent la ville de leurs objectifs sécuritaires. Il paraît qu'en une seule journée, l'image d'un citoyen londonien lambda est enregistrée par 300 caméras différentes. Il doit y avoir un lien entre le caractère extraverti des Anglais et cette complaisance à se faire filmer à tous les coins de rue.



La directrice commerciale de l'agence locale de la très respectable banque Netwest est une Anglaise typique, arborant des yeux très bleus, recouverts d'un maquillage comme il n'en existe qu'ici, ainsi que le voile de religieuse musulmane.

Faut-il en conclure que la solidité financière de l'Angleterre est perdue, aux mains du péril vert ?



Avi Dichter, ancien chef du Shin Beth et ministre de la Sécurité intérieure, est supposé faire une visite en Grande-Bretagne. À la dernière minute, on apprend par la presse que le ministère des Affaires étrangères lui conseille vivement d'annuler sa visite, craignant qu'un mandat d'arrêt britannique lui soit délivré dès son arrivée.

Comme au général Doron Almog, qui avait dû rester dans son avion sur le tarmac de l'aéroport d'Heathrow par peur de se faire arrêter, à l'ancien chef d'état-major Dan Halutz ou à l'ex-commandant de la bande de Gaza, le général Aviv Kochavi, tous menacés d'un mandat d'arrêt, il lui a semblé trop risqué de débarquer en Angleterre.

Même si les Galeries Lafayette ne sont pas aussi luxueuses qu'Harrod's,



les criminels de guerre en provenance d'Israël qui veulent visiter l'Europe se consoleront en appréciant l'accueil sans histoire que leur réserve la patrie des Droits de l'Homme.



Devant le comité juif américain, le nouveau président français déclare : « *chaque Juif dans le monde a ou aller, si quelque chose arrive. La sécurité d'Israël est chère à mon cœur* ». On est rassurés. Maintenant que nous avons ou aller, comme dit le Président, inutile de se battre contre les prochaines rafles.



C'est ainsi que débute la « lune de miel » des relations franco-israéliennes annoncée en gros titres par la presse israélienne, une formule-choc inventée par l'éditorialiste de *Ha'aretz* spécialiste de la France, Daniel Bensimon (dont l'histoire dira quel rôle ont joué ses articles dans le chantage à l'antisémitisme du début des années 2000). Le même *Ha'aretz* titre : « *Alors que la France tombe amoureuse d'Israël, en Angleterre on débat de sa destruction* ». L'article qui suit rappelle l'accueil triomphal que va réserver la France à l'État d'Israël et à ses écrivains, à l'occasion du 60<sup>ème</sup> anniversaire, et dénonce la conférence internationale organisée à l'université de Soas à Londres, dont le thème était « One State Solution » (un État unique comme solution). Des dizaines d'universitaires, Palestiniens et Israéliens, venus d'Amérique, d'Europe et d'Israël, s'y sont réunis pour débattre de la question d'un État unique en Palestine et de leur opposition à la solution utopiste de deux États.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'en France, une telle conférence n'aurait pas pu avoir lieu. Quelle salle publique, quelle université, quelle institution oserait résister aux pressions des amis d'Israël pour permettre une telle conférence ? Car, comme l'a dit le président, « *la sécurité d'Israël est un intérêt français* ».

À Soas, devant une salle comble, pendant deux jours, Israéliens et Palestiniens débattent, parfois vivement, d'une solution démocratique et unique pour les deux peuples. Les clivages de points de vue ne se font pas entre Israéliens et Palestiniens, mais entre différentes approches : fédération, république, État démocratique laïque, bi nationalisme, etc.

La question de choisir entre deux États ou un État unique comme perspective est dépassée. Entre le Jourdain et la mer Méditerranée, sur le territoire de la Palestine historique, celle qui regroupe l'État d'Israël et l'Autorité palestinienne, l'appareil juridique sécuritaire et administratif

qui contrôle les frontières et l'espace aérien est celui de l'État d'Israël. Cet État applique différents régimes de citoyenneté et de résidence : la pleine citoyenneté juive, la discrimination structurelle des Palestiniens citoyens d'Israël, le régime militaire imposé aux Palestiniens résidant dans les Territoires. Ce sont le Parlement et le gouvernement de l'État unique qu'est Israël qui autorise et déterminent les pouvoirs de l'Autorité palestinienne. La question qui se pose est donc la suivante : division de l'État d'Israël et constitution d'un nouvel État palestinien, de la citoyenneté duquel seront exclus les colons et les citoyens palestiniens d'Israël, ou transformation du seul État existant actuellement, Israël, en un État des institutions sionistes. Pour y arriver, nous devons réfléchir aux moyens opérationnels de réformer Israël pour établir une République unique et indivisible.

Comment y arriver alors que la France, notre référence, a trahi les siens ? Au début des années 1980, beaucoup de Français disaient que, si le Front National arrivait au score de 10 %, ils quitteraient le pays. Aujourd'hui, Le Pen a très largement dépassé ce score, ses idées sont au pouvoir et ses propositions sont appliquées quotidiennement. La France est devenue la meilleure amie du sionisme et emboîte le pas à l'Amérique.



Alors que, même en Israël, il est difficile nier la catastrophe que représente, pour les Palestiniens, l'établissement de l'État, il y a soixante ans, en France, le Salon du Livre a décidé de mettre à l'honneur les écrivains israéliens pour célébrer cet anniversaire.

Benni Zipper, rédacteur en chef des pages littéraires du journal *Ha'aretz*, publie, le 25 novembre 2007 :

« (...) *Messieurs les écrivains et poètes, vous qui vous apprêtez à vous rendre au Salon du Livre de Paris pour y représenter Israël, réfléchissez à ce que vous ferez quand vous serez là-bas, que vous serez photographiés, que vous sourirez aux caméras de télévision dans le décor du luxueux pavillon israélien construit par le ministère des Affaires étrangères. Au même moment, des femmes palestiniennes marcheront avec leur bébé malade dans les bras dans les chemins boueux de Cisjordanie qui mènent aux barrages où elles attendront des heures qu'un soldat daigne ou pas les laisser passer pour atteindre le dispensaire de la bourgade voisine. Quand l'écrivain Tzruia Shalev (un simple exemple) expliquera au public comment elle a été blessée dans une attaque terroriste alors qu'elle écrivait son dernier ouvrage, une vieille dame palestinienne de plus mourra par manque de soins médicaux, parce qu'il n'y aura pas eu de médecin assez patient pour attendre à tous les barrages militaires et pour traverser tous les obstacles qui sont sur la route vers son village. Même sans être des gauchistes soutenant*



*les Palestiniens, pensez au profond mépris que manifeste l'État à l'égard des professeurs et du système d'éducation. Pensez à son mépris vis-à-vis des enseignants des universités et des étudiants d'Israël. Toute activité intellectuelle est étrangère à cet État. Pourquoi l'aider à continuer dans cette voie ?*

*Messieurs les écrivains et poètes, qui vous apprêtez à vous rendre au Salon du Livre de Paris pour y représenter Israël, s'il vous plaît, pour une fois, montrez que vous avez des couilles et dites non, faites savoir que vous refusez que votre littérature serve de feuille de vigne à ce sombre régime. Et ne me racontez pas que vous allez en France pour y expliquer votre point de vue contre la politique du gouvernement israélien. Cette pirouette ne fonctionne plus. Parce qu'aller là-bas, en tant que représentant de l'État d'Israël, pour expliquer pourquoi vous êtes contre cet État permettra à la propagande de démontrer à quel point le gouvernement israélien éclairé permet la liberté d'expression. Celle des Israéliens seulement, évidemment, pas celle des Palestiniens. Et ne soyez pas dupes du fait que le régime Sarkozy sourit à Israël. S'il sourit à Israël, c'est par simple intérêt et non par amour ou par respect particulier. (...)*».

## ¶

Alors que je corrige la dernière mouture de cette chronique<sup>2</sup>, la presse israélienne rend compte du discours du président Sarkozy au dîner du CRIF. Dorénavant, nous savons que chaque enfant français devra connaître chacun des 11 000 enfants juifs français victimes de la Shoah. La machine à fabriquer des antisémites est à nouveau en marche. Rappelons l'évidence : l'antisémitisme n'est pas l'ennemi du sionisme, comme la pluie n'est pas l'ennemie du vendeur de parapluies.

Ici Londres.

## notes

1 – «L'imputation relève de la diffamation au sens de l'article 29 alinea 1 de la loi (diffamation à caractère simple). Il est manifeste qu'elle constituerait une diffamation au sens de l'article 32 alinea 2 (diffamation à caractère racial) et non première de la loi».

2 – Je profite de cette occasion pour remercier mon amie Armelle Laborie, sans laquelle ma chronique «Un étranger d'Ici» n'aurait jamais pu être lisible pour ceux qui lisent dans le texte Molière, Voltaire et Baudelaire.

